



COMMUNIQUE DE PRESSE

**Collectif Services Publics
Union Départementale CGT de la Manche**

Valoriser les services publics, pour garantir l'équité aux citoyens

Les gouvernements successifs ont abandonné le monde du travail aux intérêts financiers et patronaux. Confrontés à une crise sanitaire grave et inédite, les enjeux d'aujourd'hui sont à la fois sociaux et environnementaux. Les questions autour du travail, sur le rôle et la place de l'industrie, sur le sens des Services Publics et sur la reconquête de la Sécurité sociale, portées par la CGT, sont essentielles et porteuses de rupture avec les choix politiques actuels dans une perspective de progrès social.

Le Service Public est essentiel au pays. Il en fait, une fois de plus, la démonstration lors de cette crise du COVID-19 que nous traversons. Il y a urgence à lui fournir les moyens nécessaires pour mieux fonctionner demain, et à reconnaître enfin le rôle essentiel des aide soignantes, infirmières, aides à domicile, agent-e-s d'entretien. Qui plus est parce que désignés dans le public comme dans le privé, comme des « métiers de femmes », ceux-ci souffrent d'une dévalorisation salariale et sociale qui doit cesser immédiatement.

Depuis plus d'un mois, les agents des services publics hospitaliers, de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des offices de l'habitat, des services de l'eau, des SDIS, de la thanatologie se trouvent confrontés comme tous les salariés et toute la population à une situation sans précédent. Il a fallu faire front immédiatement. Des agents dont les missions sont essentielles, vitales mêmes, ont dû poursuivre leur activité sans aucune protection. Il a fallu parfois attendre une semaine, voire bien plus pour obtenir les protections nécessaires... pour ceux qui en ont obtenu. Dans certaines mairies, autres collectivités et établissements publics comme dans les EHPAD (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), les masques, les gants, le gel hydroalcoolique sont distribués au compte-goutte, pire font cruellement défaut.

Alors que le Président de la République a annoncé le déconfinement de la population à compter du 11 mai prochain, c'est sans aucune garantie que l'Éducation nationale, les collectivités territoriales et leurs agents seront en capacité d'avoir d'ici un mois à disposition des stocks suffisants de matériel de protection et de tests pour équiper les établissements. Comment donc assurer la santé de toutes et tous alors même que les besoins actuels ne sont ni garantis, ni couverts dans les secteurs essentiels ou pour toute autre profession travaillant encore actuellement ? Pour la CGT, c'est très clair : pas de protections, pas de reprise du travail dans les établissements scolaires comme ailleurs, la santé doit primer sur « la reprise du boulot » exigée par le MEDEF et la doxa ultralibérale.

Et en plus de cela, maintenant, ils s'en prennent à nos congés payés. Dans les services publics, comme dans le privé, les agents subissent le confinement, d'autres assurent le travail sur le terrain avec tous les risques inhérents, le télétravail imposé, et maintenant il faudrait accepter le vol pur et simple des congés ? Dans leur fondement, les congés payés durement conquis de la lutte de nos ainés, doivent permettre de se reposer, de s'évader, de se reconstruire même parfois. C'est tous les agents des services publics qui sont en colère. Que dire du fait qu'il soit offert aux employeurs la possibilité de confisquer jusqu'à 10 jours de congés et d'imposer ou modifier unilatéralement les dates d'une partie des jours de RTT et Compte Epargne Temps ?

Et quid des primes accordées exceptionnellement dans la période, de manière inégale aux personnels mobilisés : certes nous saluons le geste, mais pensons à l'Après-crise et au choix de société que nous voulons. **Pour la CGT, au contraire, il est impératif et urgent de dégeler le point d'indice qui conditionne les salaires des fonctionnaires, et foncer vers l'égalité salariale Femme/Homme, la reconnaissance des métiers pénibles et si utiles à la société, pour remettre un sens au travail, redonner du pouvoir d'achat, et garantir aux agents des services publics d'exercer leurs missions pour répondre aux besoins sociaux de la population.**

Cherbourg-en-Cotentin, le 21 avril 2020



Union Départementale des Syndicats CGT de la Manche - 22 ter rue de la Bucaille - BP 730 - 50107 CHERBOURG-EN-COTENTIN CEDEX



udegt50@orange.fr



02.33.20.41.89.



Lacgt Manche